

**Najib GUEMMI**

Enseignant chercheur
laboratoire d'économie sociale, solidaire et
de développement local
Université Mohamed Premier d'Oujda-
Maroc
guemminajib@yahoo.fr

**Abdoulaye CISSE**

Doctorant
laboratoire d'économie sociale, solidaire et
de développement local
Université Mohamed Premier d'Oujda-
Maroc
abdoulayeci@gmail.com

Financement de l'Entrepreneuriat Social : Quid de l'Industrie de la Microfinance en Cote d'Ivoire et au Maroc ?

Résumé : La contribution du secteur de l'économie sociale et solidaire de façon générale et plus singulièrement celle de sa branche de l'entrepreneuriat social, ne sont plus à démontrer dans l'aspiration à un développement local à juste titre. A ce titre, les entrepreneurs sociaux paraissent pour le développement territorial, ce qu'est le crayon pour l'architecte. Dans cet ordre d'idées, se focalisant sur deux concepts clés de l'économie sociale et solidaire en l'occurrence la microfinance et l'entrepreneuriat social, nous estimons à plus d'un égard que le premier pourrait poindre comme un vecteur de développement du second et ce, dans un cadre de financement responsable. En s'inscrivant ainsi dans un tel paradigme, ce modeste billet vise à cerner le positionnement de l'industrie de la microfinance vis-à-vis des entrepreneurs sociaux dans les deux sphères de notre étude. A cette fin, les résultats semblent nous indiquer un niveau de financement presque similaire dans les deux contrées de ce papier.

Mots-clés : Microfinance, entrepreneuriat social, économie sociale et solidaire, dynamisme territorial.

Abstract: Generally, the contribution of the social economy and especially that of its field of social entrepreneurship, are well established in the aspiration for a rightly local development. As such, social entrepreneurs are for territorial development, what the pencil is for the architect. In this context, focusing on two key concepts of social economy namely microfinance and social entrepreneurship, we believe that the first may contribute as a vehicle for development for the second in a responsible funding framework. In thus following such a paradigm, this modest bill aims to identify the positioning of the industry microfinance out of social entrepreneurs in both spheres of our study. To this end, the results seem to indicate an almost similar level of funding in the two countries in this paper.

Keywords: Microfinance, social entrepreneurship, social economy, territorial dynamism

INTRODUCTION

C'est en attribuant à l'être humain une considération au détriment de la chose pécuniaire que l'économie solidaire a pu imposer son modèle économique dans le processus du développement territorial. En effet, son potentiel émane d'une vision partagée autour de l'aubaine confirmée de ses outils dans le processus du développement local voire même du développement humain à juste titre. A ce titre, sans risque de nous tromper, force est de reconnaître que la stabilité sociale, le rajeunissement et la densification du tissu économique et même la lutte contre les précarités, sont les principales gageures que devraient relever concomitamment la microfinance et l'entrepreneuriat social. Si définition il doit y avoir de la microfinance en outre, elle réside dans l'offre de services financiers à l'endroit des personnes pauvres exclues du système bancaire classique. En revanche pour AVISE, « l'entrepreneuriat social renvoie aux initiatives qui s'appuient au moins en partie sur des activités commerciales, ancrées dans le marché, pour prendre en compte la fragilité humaine ou le lien social ». De ces deux approches qui semblent complémentaires, nous estimons que les porteurs de projets émanant de la « base de la pyramide » qui à priori, constituent le segment de la population la plus vulnérable, demeurent des acteurs incontournables dans la formalisation de ce process. Et pourtant, tout porte à croire que les entreprises sociales à l'instar des micro-entreprises sont confrontées aux mêmes entraves sinon pires de financement. Du reste, ne dit-on pas que les microentrepreneurs, une fois épanouis, sont source d'une croissance qui se veut inclusive voire même d'un développement économique et social soutenu?

Le présent billet en s'inscrivant ainsi dans un tel paradigme, vise à analyser le positionnement de l'industrie de la microfinance vis-à-vis des entrepreneurs sociaux en Côte d'Ivoire et au Maroc. A cette fin, nous tenterons de dégager une comparaison des deux contextes. Pour cela, nous considérons en hypothèse, le créneau de l'entrepreneuriat social comme une opportunité de développement du secteur de l'économie sociale et solidaire (CODES, 2007). Ainsi, la vocation de cette modeste contribution est de trouver réponse à la problématique suivante : Comment se comportent l'industrie de la microfinance par rapport aux entrepreneurs sociaux en Côte d'Ivoire et au Maroc?

Dans un canevas de recherche, ce modeste papier s'articulera autour de deux axes dont le premier étudiera le cadre conceptuel du troisième secteur (I) et le second portera sur nos études de cas (II). Ceci sera subdivisé en deux sous axes dont l'un se focalisera sur les perspectives de la microfinance en Côte d'Ivoire et au Maroc(1) et l'autre, exposera les résultats de nos enquêtes (2). En outre, le premier axe examinera dans un premier temps la contribution de la microfinance et de l'entrepreneuriat social dans le processus du développement local (1) et en second lieu, nous porterons une réflexion sur les défis du programme baptisé le « mouvement global du business social » en Afrique (HSBM) initié par la Banque Africaine de Développement (BAD) en collaboration avec Yunus Social Business (YSB) (2).

1. CADRE CONCEPTUEL

Dans cette partie, nous nous limiterons à porter une analyse sur l'entrepreneuriat social dans la capacité de ceci à booster le secteur de l'économie sociale et solidaire et à garantir donc un développement local soutenu. Ce faisant, disons avec Bill Drayton (fondateur d'Ashoka) que « les entrepreneurs sociaux ne se contentent pas de donner un poisson ou d'enseigner la pêche. Ils n'auront de repos que lorsqu'ils auront réussi à révolutionner l'industrie de la pêche » (Beyond Reform&Development, 2014, P.1). Et ce, en dépit du fait que cet auteur n'inscrit pas ledit créneau dans le secteur de l'économie solidaire.

1.1 L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL : UNE AUBAINE POUR LE SECTEUR DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Pour parler de l'entrepreneuriat social, le Professeur Thierry SIBIEUDE dans le Baromètre 2012 de l'entrepreneuriat social, dénote que ce concept trouve matière dans l'économie sociale des territoires pour trois raisons : Primo, du fait de la volonté manifeste des entrepreneurs sociaux à inscrire leur développement dans le cadre de la préservation de l'environnement et de l'exploitation raisonnée des ressources naturelles sur leur territoire d'implantation. Secundo, du fait de la gageure émanant de la prise en compte de l'écosystème entrepreneurial du territoire dans lequel les entrepreneurs sociaux se développent. En d'autres termes, ils réunissent les moyens financiers, humains et techniques adéquats pour maximiser leur impact social sur un territoire donné. Tercio, du fait de l'aspiration à vouloir combler le vide que ni le marché ni les autorités publiques ne peuvent satisfaire sur un territoire donné. Dans un tel canevas et en glanant les écrits à ce sujet, force est pour nous de confesser que dans la perspective du développement territorial, il serait judicieux de se concentrer sur la valorisation des ressources locales telles que la main d'œuvre et les ressources naturelles locales. C'est d'ailleurs ce qui nous amène à concevoir avec Michel BARNIER (Commissaire européen Chargé du marché intérieur et des services in Baromètre 2012), que l'entrepreneuriat social est un instrument concret dans les desiderata pour le développement territorial. Toutefois, cela ne pourrait se faire sans une « volonté de fer » de la part de ces porteurs de projets de sorte à outrepasser « l'intangibilité de leur environnement ». Ainsi, s'il est vrai que l'Etat à lui seul ne peut résoudre les défis sociaux et environnementaux, il est aussi évident que le pouvoir public gagnerait mieux à soutenir l'entrepreneuriat social compte tenu de la capacité de ceci à booster le domaine de l'économie sociale et solidaire et donc susceptible d'entraîner une croissance inclusive soutenue.

Vous avez dit entreprendre... mais autrement ?

A en croire DEFOURNY (BORZAGA&DEFOURNY, 2001, pp.1-28), le concept de l'économie sociale revêt deux approches distinctes mais complémentaires. Il s'agit entre autres d'une part, du processus légal ou institutionnel pouvant permettre le fonctionnement de ces entités dans une sphère sociale. Et d'autre part, se trouve l'approche normative susceptible de déterminer les raisons d'être des entités émanant de ce secteur. Suivant cette cadence, il nous est apparu important de souligner que

l'entrepreneuriat social, dans sa mission de répondre aux besoins sociaux et environnementaux, semble être un vecteur qui pourrait contribuer au dynamisme local. A cet égard, ne dit-on pas que le dynamisme territorial va de pair avec le comportement entrepreneurial ?

Pour Brandeleer (2011), une entreprise sociale idéale-typique, se différencie d'une coopérative, mutuelle traditionnelle ou d'une association classique non seulement à cause de son objectif d'offrir des services plus variés et de son ancrage dans la communauté locale mais aussi du fait de l'importance que celle-ci accorde à son autonomie et à la prise de risque économique. En parlant de prise de risque, il est bon de rappeler à cet effet, l'importance des performances économiques et sociales à l'image des entreprises sociales ayant réussies leur business model tels que le groupe SOS, le groupe Vitamine T ou encore Grameen DANONE Foods.

Dans la foulée d'une stratégie de développement pour le tiers secteur par ailleurs, l'entrepreneuriat social gagne de plus en plus du terrain sur la scène du développement territorial à l'échelle internationale. De ce fait pour d'aucuns, le défi du paradigme de l'économie sociale et solidaire est de parvenir à varier ses sources de financement afin de faciliter l'interaction avec l'ensemble des acteurs économiques. Pour ce faire, nous admettons qu'il importe de prôner en faveur d'un Etat chef d'orchestre engagé dans la promotion de l'initiative de l'entrepreneuriat social et ce, pour ne point poindre en tant que quémandeur de charité mais plutôt sous forme d'investissement socialement responsable pour la collectivité considérée. Et ce, d'autant plus comme l'affirmait déjà le coordinateur du réseau africain de l'économie sociale et solidaire, en la personne de Abdeljalil CHERKAoui dans une de ses interview parue dans le quotidien « lematin » du 13 juillet 2013 (consultable sur http://www.lematin.ma/journal/2013/Trois-questions-a--Abdeljalil-Cherkaoui-coordonateur-du-Reseau-africain-de-l-economie-sociale-et-solidaire_Les-pouvoirs-publics-sont-invites--a-devenir-un-facilitateur/185093.html):

« le temps de l'obstination et de l'entêtement de quelques économistes libéraux est terminé. La place est laissée à l'intelligence collective en faveur d'un développement réel et durable où l'homme est au centre de la préoccupation des uns et des autres ». Dans la veine de la contribution du tiers secteur et plus singulièrement celle de l'entrepreneuriat social dans le développement local, André JOVAL, dans son article intitulé « le rôle du tiers secteur dans le développement économique et régional » met l'accent sur la mise en valeur des terres agricoles, le développement de ressources touristiques ou la récupération et le recyclage de produits divers. Pour d'autre tel que Abdeljalil CHERKAoui, il est question de la nécessité du coaching territorial comme élément essentiel au changement.

André JOVAL part pour ainsi nous notifier que si la création d'emplois durables n'est pas toujours le dessein (il peut s'agit de la préservation de l'environnement) dans une activité non marchande, ce n'est pas le cas dans un contexte où l'émancipation au niveau local prend la forme d'un entrepreneuriat local. Lequel pourrait donner lieu à la fois à la réduction du taux de chômage et à la préservation de l'environnement. D'où la nécessité de « la pertinence de stratégie de développement socio-économique ». Il préconise ainsi des programmes d'aide à l'emploi ou de développement urbain et régional, ce qui

pourrait donner lieu à un dynamisme local constant. Il ressort donc de notre analyse que les ressources locales revêtent des facteurs clés de succès dans la dynamisation de ce même développement. Et ce, en raison de la prise en compte des spécificités de chaque région et de l'utilité d'un marketing territorial. Toutefois, il convient de mentionner que ce secteur vient en complément aux secteurs publics et privés dans les missions qui les incombent dans ce processus de l'essor territorial. C'est pourquoi, dans un cadre normatif, il ne devrait pas y avoir de problématique de liquidité, mais hélas !

Ceci dit, pour prendre le cas de la Côte d'Ivoire dont le gouvernement dispose d'un Fonds National de Solidarité (FNS), prenons l'exemple de PARO-CI à plus d'un titre. Ainsi, le Programme Assainissement Recyclage Ordures de Côte d'Ivoire (PARO-CI) mis en œuvre par un groupe de jeunes entrepreneurs sociaux Ivoiriens, s'inscrit dans les perspectives de la préservation de l'environnement via des initiatives de recyclage des déchets et ce, afin de créer un cadre dans lequel ladite population pourrait s'épanouir. Dans ce sens, en se fiant à ses objectifs, PARO-CI se veut un précurseur d'un modèle innovant de gestion des déchets à travers l'exécution de programmes de réelle envergure allant de la sensibilisation de la population sur les normes de la salubrité et de la sécurité environnementale, aux collectes et recyclage des déchets de différentes natures.

A travers la création de milliers d'emplois à cet effet, il faut souligner que ledit programme né (2010) d'une formation sur l'entrepreneuriat social et le leadership à l'Université Connecticut aux Etats Unis dans le cadre du programme Study of US Institutes (SUSI), se focalise sur la gestion des déchets d'équipement électriques et électroniques dont la collecte et le démantèlement se chiffrent à ce jour à plus de quinze mille tonnes en Côte d'Ivoire. Cependant, il s'avère intéressant de préciser que ce projet de si grande envergure n'aurait pu atteindre un tel exploit sans les soutiens techniques, logistiques et financiers d'une douzaine de partenaires. Il s'agit entre autre de :

- Département d'Etat Américain/ Washington DC, USA ;
- Financement de la formation d'entrepreneuriat social à l'Université de Connecticut aux Etats-Unis ;
- Ashoka's Youth Venture/ Washington DC, USA Expertise et appui, technique pour la réalisation du projet ;
- Expertise en sciences environnementales, recyclage des ordures ménagères
- Agence des Experts en Politiques de la Salubrité et de la Sécurité Environnementale (ADEPSE)/Riviera 2, ABIDJAN ;
- Common Cause Africa (CCAF)/ Londres, ROYAUMES UNIS.

Outre ces soutiens, le PARO-CI procède également par la commercialisation de ses produits recyclés. Nous déduisons donc de ce cas de figure, qu'un projet d'entrepreneuriat social, aussi minime soit-il, dès lors qu'il se démarque des autres projets dans une quelconque innovation, la probabilité de tisser des liens avec des partenaires s'avèrerait importante, y compris avec les pourvoyeurs de microcrédits.

En y pensant, nonobstant qu'il n'existe guère de recette magique au demeurant, fut-il de nature universelle pour sortir le monde de la pauvreté, il s'avère que l'accès au microcrédit permet à ses bénéficiaires de disposer d'une certaine assise financière (Nowak, 2010). De plus, l'accès aux services financiers formels reste un

élément essentiel à la création d'entreprise et donc à l'entrepreneuriat social. Dans ce sens, la microfinance serait un vecteur idoine dans le processus de création d'entreprises (sociales) dès l'instant où il conserve un mode d'accompagnement pour une population particulière dont les individus qui ont un profit d'entrepreneur ne seraient pas identifiables parce qu'en marge des circuits communs (écoles, entreprises, etc.) (Servet, 2006). Dans cette mouvance, pour CAZABAT (Brasseur, 2010), l'accès des pauvres au crédit en vue d'instaurer une activité professionnelle améliore la « capacité » de ces derniers. En ce sens qu'il leur permet de bénéficier d'une certaine liberté de choix qui serait susceptible de les doter de conditions sociales nécessaires à l'engagement dans un processus entrepreneurial. De ce fait, nous estimons que les microentrepreneurs sont souvent amenés à être des entrepreneurs sociaux sans même le savoir.

Dans la lignée de la problématique de liquidité du secteur de l'économie sociale et solidaire et plus singulièrement celle de l'entrepreneuriat social, il nous est apparu opportun de rappeler la capacité des instruments de la finance islamique en tant que l'une des composantes de la finance responsable définie plus haut, à répondre aux besoins des entrepreneurs sociaux à plusieurs égards. A ces égards, pour reprendre les propos de CAUSSE-BROQUET (2012) « ...la stratégie de concurrence visant à obtenir une rentabilité identique, voire supérieure, ne se justifie pas dans la mesure où les objectifs ne sont pas les mêmes. La finance islamique n'est pas seulement une finance dans laquelle on ne pratique pas l'intérêt. Si on se réfère à la théorie économique islamique, l'association capital-travail, le partage équitable des profits et pertes sont des notions toutes aussi essentielles que l'absence d'intérêt. »

De cet extrait, il est donc évident que ce créneau a d'autres particularités notamment basées sur une dynamique entrepreneuriale à travers un modèle de financement responsable pouvant épauler ces entrepreneurs de façon générale. Vu de cet angle, il est bon de savoir que même si leur raison d'être leur amène à faire fi des intérêts, les institutions financières islamiques en font cependant des références quant à la détermination de leur taux de rendement en tant que mécanisme d'allocation de ressources (SIAGH, 2003). En parlant d'allocation de ressources, si pour Shapero, l'accès au financement est un élément vital dans le processus entrepreneurial, nous convenons avec CAZABAT (Brasseur, 2010) que ceci demeure l'un des facteurs et non l'unique déterminant de la faisabilité d'un projet. En d'autres termes, le financement est un apport technique venant compléter la démarche du porteur de projet. Chose qui s'inscrit dans la directive de Fayolle (2005), lui pour qui, le financement est un élément de la dimension statique dans l'étude du processus entrepreneurial. Autrement dit, un facteur susceptible d'influencer le processus de création dans son intensité comme l'atteste BRUYAT (2001) (Brasseur, 2010).

Au terme de ce paragraphe, nous avons jugé intéressant de passer au second en abordant les défis qui pourraient émaner dans les pays pilotes du programme HSBM susmentionné ; lequel relève de l'initiative de la BAD et Yunus Social Business comme cela a été indiqué en introduction générale.

1.2 LES DEFIS DU PROGRAMME « MOUVEMENT GLOBAL DU BUSINESS SOCIAL EN AFRIQUE (HSBM) »

Le 13 Mars 2013, la Banque Africaine de développement (BAD) et le Yunus Social Business (YSB) ont lancé à Carthage en Tunisie, le programme « Mouvement global du social business en Afrique (HSBM) ». En effet, compte tenu du nombre de plus en plus élevé de jeunes chômeurs sur le continent africain, ledit programme vient à point nommé s'évertuer à redorer le blason de l'Afrique qui veut aller de l'avant à travers sa jeunesse en manque de repère. Pour ce faire, en se positionnant pour une durée de deux ans avec les premiers investissements prévus pour fin 2013, le choix de ce projet pilote s'est arrêté sur le Togo, la Tunisie et l'Ouganda. Ce faisant, l'HSBM se scindera en deux mouvements : primo, il sera question de sensibiliser et de renforcer les capacités des acteurs clés du social business. De plus en secundo, il se concentrera sur l'implantation et la mise en œuvre de fonds d'incubation du social business. Outre ces dispositions, il nous est apparu nécessaire dans cette veine, de souligner les quelques défis auxquels, ledit programme pourrait faire face dans la phase d'essai. Dans ce cadre, nous avons distingué divers défis d'ordre structurel.

Au niveau du climat des affaires :

Si l'on se réfère au classement Doing Business 2013 bien que les démarches dudit rapport soient controversées, la Tunisie occupe la 50^e place sur 185 (3^e en Afrique après l'Ile Maurice et l'Afrique du Sud) au titre de classement sur la facilité de faire des affaires par rapport à l'Ouganda et le Togo qui occupent respectivement le 120^e et 156^e rang, loin derrière le Maroc lequel se positionne à la 97^e place. De plus, une lecture des rapports « The Africa Competitiveness Report 2013 » et de la « Situation et perspectives de l'économie mondiale 2012 » nous renseignent certes, du progrès enregistré de façon générale sur le continent. Cependant, la croissance inclusive reste un objectif de premier plan d'autant plus que d'après le second rapport, la fragilité du système financier international entrave le financement du développement. De ce fait, considérant l'envergure d'un programme tel que l'HSBM, il apparaît clairement que des actions d'assainissement doivent être menées sur le climat des affaires de ces pays si l'on veut atteindre les objectifs escomptés.

Au niveau du partenariat Public-Privé

Le développement inclusif est un vœu pieux pour certains et une aspiration profonde pour d'autres. Et ce, en raison du concept de la pauvreté monétaire qui renvoie à une carence non seulement des budgets de consommation mais aussi de la « capacité » des porteurs de projet notamment les microentrepreneurs. Autrement dit, les capacités dont dispose un individu à se prendre en charge. Du coup, un choix judicieux s'impose afin de redéfinir les options de développement local et des domaines cibles dont l'effet d'éviction pourrait maintenir le statu quo. Sur cette même lancée, la voie de l'entrepreneuriat voire de l'entrepreneuriat social paraît l'outil efficace à plus d'un égard. A ces égards, il serait opportun de joindre une assistance financière auquel cas, une dynamique entrepreneuriale devrait poindre.

Par ailleurs, rappelons que la Tunisie a su se démarquer des autres pays en adoptant des stratégies d'économie publique à cet effet. Il s'agit entre autres d'une économie publique spéciale fondée sur un recours à des interventions spécifiques et ce, afin de remédier au contraste constaté dans les « zones d'ombre » comparativement aux autres régions. De plus, il importe de souligner que le Fonds de solidarités nationale dudit pays est financé par : des contributions volontaires des particuliers et des entreprises des secteurs publics et privés, des dotations du budget de l'Etat, des contributions et dons accordés par des pays frères et amis, le produit des ressources fiscales instituées au profit du Fonds, et prélevées des transactions commerciales sur le café, le thé, le ciment, les voyages à l'étranger, les contrats avec des artistes étrangers, les cigarettes importées, les cigarettes, les allumettes, les cartes à jouer etc. (MANDENG NYOBE, 2009). Fort de ce qui précède, bien qu'il ait un rôle considérable à jouer, le pouvoir public n'est pas le seul agent capable de redorer le tissu économique et social. Bien au contraire, le secteur privé est aussi d'une importance capitale dans la création de la richesse. C'est pourquoi, il serait intéressant que ce secteur, soutienne la cause de l'initiative de l'entrepreneuriat social via des prix comme celui offert par la société Orange pour l'entrepreneur social ou même à intégrer les processus du « social business model ».

A en croire certains écrits comme ceux de MANDENG NYOBE (2009), l'émergence de l'économie sociale en Afrique serait confronté à trois grandes difficultés à savoir : la marginalité ou la rareté de la culture d'entreprise, l'hégémonie politique et l'emprise économique de l'Etat. Il soutient ainsi que « le plus grand danger de l'économie sociale en Afrique serait de donner lieu à des façades institutionnelles et scéniques que l'on utilise pour jouer le jeu d'une exigence structurelle ou conjoncturelle, nationale ou internationale, tout en se gardant de concourir à l'avènement de l'entrepreneur spécial que cette forme de création de richesses nous propose ». Dans ce cas, il serait alors judicieux de reconnaître les entrepreneurs sociaux à leur juste valeur et par ricochet, attribuer à ceux-ci, le titre de « partenaires de l'initiative et de la gestion publiques ». Si le programme est ambitieux, le potentiel existe pourtant. C'est pourquoi, nous pensons que c'est à ce prix que les projets pilotes pourraient réaliser un exploit, aussi minime soit-il. Toutefois, revenons au cas qui nous préoccupe le plus dans ce papier notamment l'étude de cas de l'environnement ivoirien et marocain ?

2. ANALYSE DE NOTRE ETUDE DE CAS

Pour pallier aux cris de désespoir de la tranche de la population vulnérable, le Royaume du Maroc a entamé plusieurs initiatives sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur dont l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH) en 2005 (Dorsey, 2012). Par contre, la Côte d'Ivoire renaît de ses cendres après près d'une décennie de crise politique. A cet effet, de nouvelles résolutions ont été prise par les autorités compétentes afin d'atténuer les souffrances de sa population. En demeurant dans ces contextes, il s'agira pour nous de concentrer nos réflexions un tant soit peu sur la position de la finance solidaire vis-à-vis de l'entrepreneuriat social en Côte d'Ivoire et au Maroc. Cela nécessite de savoir l'état des lieux des secteurs ivoirien et marocain de la microfinance.

2.1 PANORAMA DES SECTEURS IVOIRIEN ET MAROCAIN DE LA

MICROFINANCE

De 30 SFD (acronyme de systèmes financiers décentralisés) en 2001, le nombre d'IMF (institutions de microfinance) autorisées à exercer en Côte d'Ivoire est passé à 99 en 2008. Mais suite à des périodes de non activités et de dysfonctionnement vis-à-vis de la réglementation en vigueur, certaines de ces institutions ont été retirées du secteur de sorte à considérer à ce jour 73 institutions de microfinance dont des coopératives et des sociétés de financement. En effet, ledit secteur a connu de forts moments de tensions comme le professe le rapport annuel 2011 de la Direction de la Microfinance : « Le secteur de la microfinance a connu une reprise difficile suite à la crise postélectorale en 2011. Les activités des institutions de microfinance n'ont repris véritablement qu'à partir du deuxième semestre de l'année 2011. Cette situation s'est soldée par l'enregistrement d'une baisse importante de l'activité en général. Cette chute des activités se justifie principalement par les pertes financières et destruction de matériels subies par plusieurs caisses lors de la crise postélectorale. L'ensemble des dommages enregistrés s'élève à 1,163 milliards de francs CFA. »

A cet égard, le rapport diagnostic dudit secteur élaboré par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP, 2012) dénote que l'encours d'épargne à fin 2011 est passé à 90,7 milliards FCFA contre 96,5 milliards FCFA l'année qui précédait. De même, l'encours de crédit a connu une tendance baissière en enregistrant 26,8 milliards FCFA en fin 2011 contre 35 milliards FCFA six ans auparavant. Et ce, avec une forte prééminence des réseaux COOPEC détenant près de 82% des dépôts mobilisés et 70% des encours de crédits du secteur ivoirien de la microfinance.

En analysant de près, nous pouvons dire que si la crise socioéconomique dans laquelle la Côte d'Ivoire était plongée depuis près d'une décennie n'est pas le facteur principal de la dégradation du secteur au demeurant, elle (crise) semble avoir joué un rôle considérable dans la baisse de performance des indicateurs de ce secteur. De même, la précarité que cette crise aurait occasionnée, pourrait être la cause de la méfiance des systèmes financiers décentralisés face à leurs populations cibles et vice versa. Toutefois, il nous plait de souligner que l'année 2011 qui marque la fin de cette crise, présage de nouvelle résolution avec la mise en œuvre de la nouvelle stratégie nationale du secteur définie lors du colloque national de la microfinance du 29 au 30 Octobre 2012 à Abidjan. Du reste, dans la mouvance de la reprise des activités courant la période postélectorale, ledit secteur semble se relever progressivement en marquant au deuxième trimestre de l'an 2012 de bonnes prouesses à la fois au niveau des encours d'épargne (99 milliards FCFA) et de crédit (38 milliards FCFA) selon la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP 2012, p.69). Et ce, avec une forte expansion des activités du mobile banking.

Dans le Royaume chérifien par ailleurs, le paysage marocain ne fait pas l'exception quant à son intégration dans le système du microcrédit. Et ce, avec un secteur composé uniquement d'association de microcrédit (AMC) qui sont au nombre de treize. A cet

égard, l'exclusion sociale et la précarité, sans toutefois faire fi de l'importance du secteur informel (80%) dans son tissu économique, sont autant de gageures pour le secteur marocain de la microfinance voire de l'entrepreneuriat social. A cet effet, il est intéressant de noter que le Royaume chérifien se veut un secteur de la microfinance plus engagé dans les programmes d'inclusion financière afin de conserver son titre de leader régional (le Royaume demeure le leader dans la zone MENA en termes d'encours de crédit avec 64% très loin devant l'Egypte et la Tunisie qui en ont respectivement 24% et 5% selon la Fédération Nationale des Associations de Microcrédit (FNAM)).

Selon les statistiques de la Bank Al Maghrib (BAM) en outre, dans les 40 milliards injectés dans le secteur marocain de la microfinance, 400 millions de DH proviendraient de dons ou subventions (soit 1%) durant la dernière décennie. Cela va sans dire la prédominance de la dette dans le financement dudit secteur d'autant plus que la mobilisation de l'épargne par l'association de microcrédit est prohibée. Pour preuve, à en croire toujours la même source, ledit secteur aurait eu essentiellement recours à l'endettement auprès du secteur financier marocain (60%) et étranger (15%) sous diverses formes en l'occurrence des prêts amortissables classiques, adossés à des garanties type SFI, à des prêts en devises en mode swap, ou prêts subordonnés.

Cependant, avec un plafond de financement de l'ordre de 50.000 DH, correspondant à une valeur en deçà des besoins financiers des microentrepreneurs le plus souvent; la croissance de ces entreprises (les bénéficiaires de microcrédit sont actifs à 40% dans l'artisanat, 33% dans le commerce et les services et 27% dans l'agriculture selon une étude du CMS (acronyme du Centre Mohamed VI de Soutien à la Microfinance Solidaire)) se trouverait alors compromise le cas échéant. Chose qui amène les autorités compétentes à remédier à ces manquements constatés ça et là à travers de nouvelles réformes envisagées pour la prochaine décennie, incluant le projet de transformation des grandes associations de microcrédit en des sociétés de financement.

Pour extrapoler avec le créneau de la finance islamique qui surgit, nous nous donnons le droit de dire que la notion d'épargne solidaire pourrait devenir systématique au près de la population, ce qui est pour nous, la clé de voûte pour le développement inclusif d'un pays qui se voudrait être un hub régional. Encore faudrait-il savoir si l'industrie de la microfinance parvient à garantir le financement des entrepreneurs sociaux en Côte d'Ivoire et au Maroc, cible de notre étude...

2.2 APPROCHE EMPIRIQUE DE L'ETUDE

Ce paragraphe sert de lien entre le cadre conceptuel et notre étude de cas de sorte à nous munir d'arguments tangibles face aux différentes interrogations soulevées dans ce papier.

METHODOLOGIE

Pour mener à bien la phase empirique de cette modeste contribution, nous avons adopté la méthode des questionnaires avec des interviews (voir annexe). Ainsi dans le cadre marocain, nous nous sommes rendus à « La Rencontre Régionale des Microentrepreneurs (RRM) » de Casablanca qui s'est déroulée entre le 15 et le 18 Août

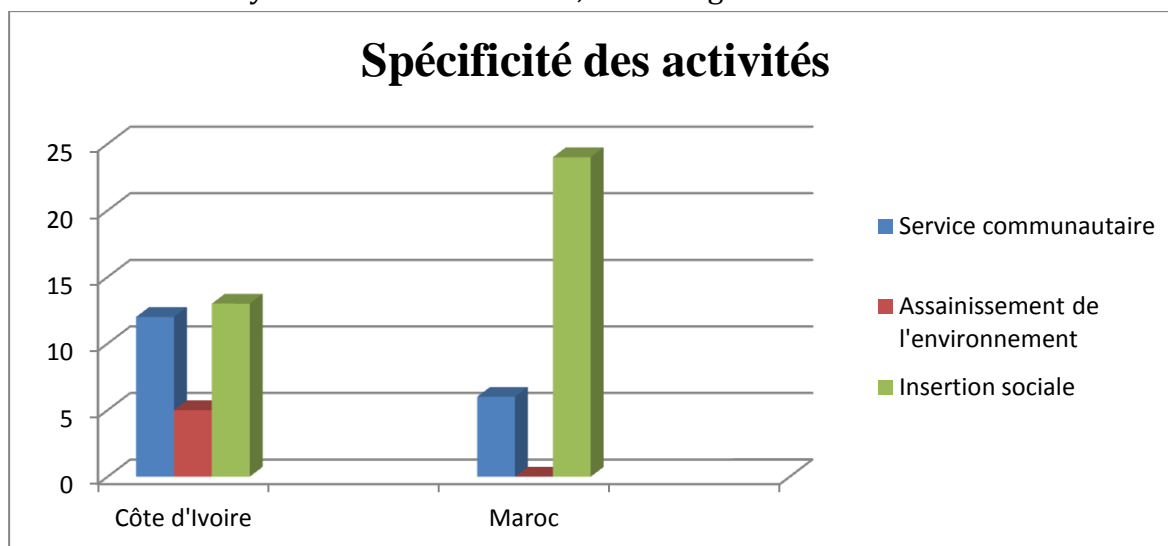
2013 afin de questionner les microentrepreneurs qui y étaient présents dans un premier temps. En effet, la RRM dont l'initiative relève du Centre Mohamed VI de Soutien à la Microfinance Solidaire, est une tournée régionale ayant pour but non seulement de promouvoir les produits et services des microentrepreneurs (toute tendance confondue) mais aussi d'assurer à ces derniers une formation en éducation financière et en métier le cas échéant ou tout ce qui se rapporte à cet effet.

En Côte d'Ivoire par contre, notre approche du terrain s'est déroulée entre septembre et octobre 2014. Contrairement au contexte marocain, le secteur ivoirien ne dispose pas à ce jour d'un organisme d'envergure du Centre Mohamed VI de Soutien à la Microfinance Solidaire. De ce fait, la constitution de notre échantillon dans ledit contexte s'est produite de façon pêle-mêle mais surtout sur la base du type d'activité. Cependant, il est important de préciser que les résultats de notre étude de cas marocain résultent d'une communication que nous avons présentée lors du workshop sur "l'entrepreneuriat social dans les pays en développement: levier d'une croissance responsable". Elle s'intitulait « Financement de l'entrepreneuriat social : Quid de l'industrie de la microfinance au Maroc ? ». Elle a été donc enrichie par l'étude de cas ivoirien.

Pour revenir au cas qui nous occupe, nous avons considéré une trentaine d'individus (30) dans chaque pays. En effet, nous avons considéré ces gens comme étant des entrepreneurs sociaux en raison de la spécificité de leurs activités. Cela dit, ledit questionnaire comprenait une étude diagnostic des questions allant du type d'activité aux éventuels dysfonctionnements constatés dans l'exercice de leurs fonctions.

ANALYSE DES RESULTATS DE L'ENQUETE

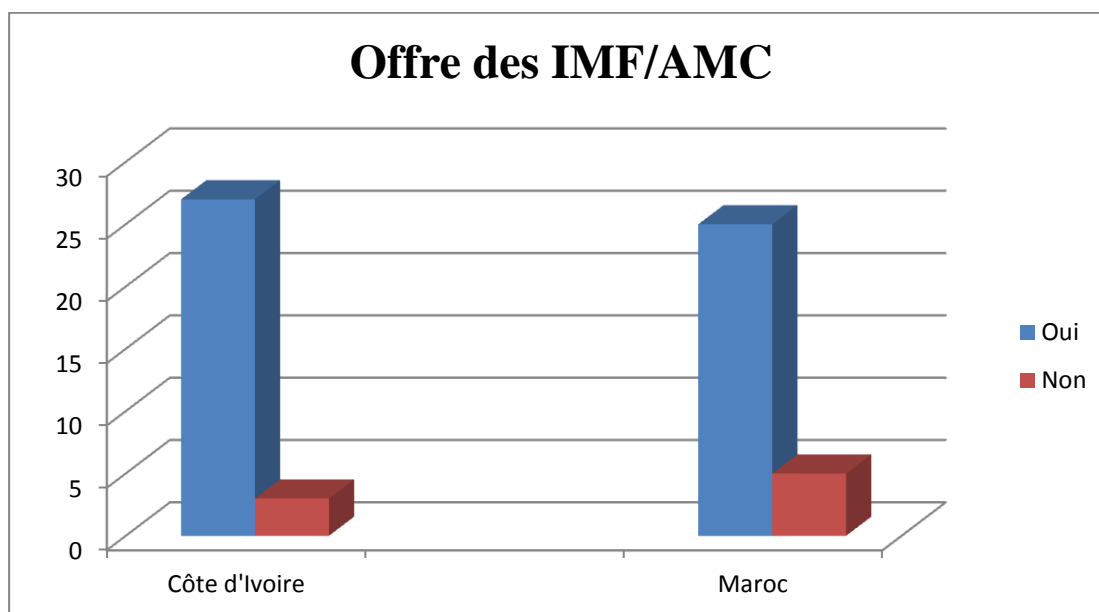
Il ressort de l'analyse de notre échantillon, les enseignements suivants :



Source : Elaboration personnelle via Excel

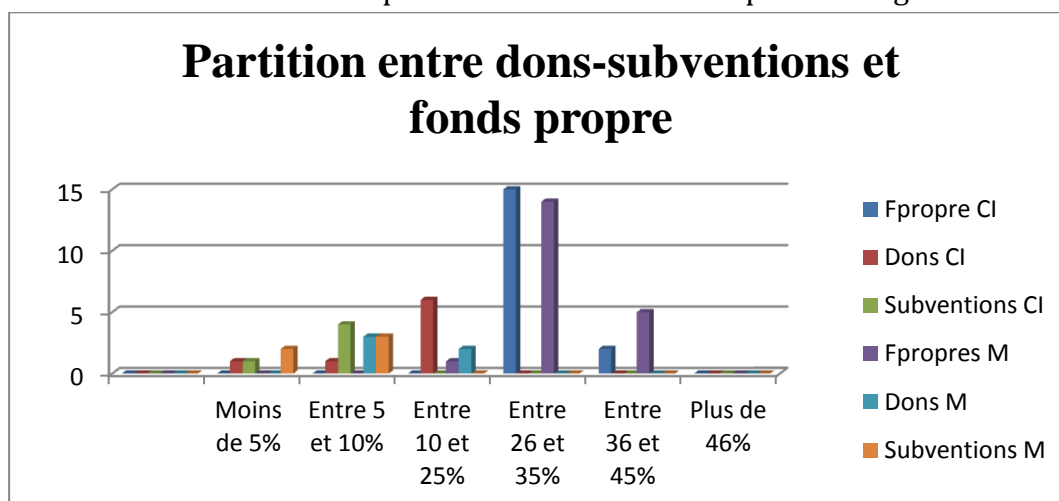
De visu, les entrepreneurs interrogés semblent s'inscrire en majorité dans les activités de services communautaires et d'insertion sociale. Toutefois dans notre échantillon, l'activité correspondant à l'assainissement et l'environnement reste quasi inexistante au

Maroc contrairement en Côte d'Ivoire où elle avoisine les 17% mais avec une disponibilité des offres microfinancières dans nos deux pays d'étude vis-à-vis de ce créneau telle qu'illustrée comme suit :



Source : Elaboration personnelle via Excel

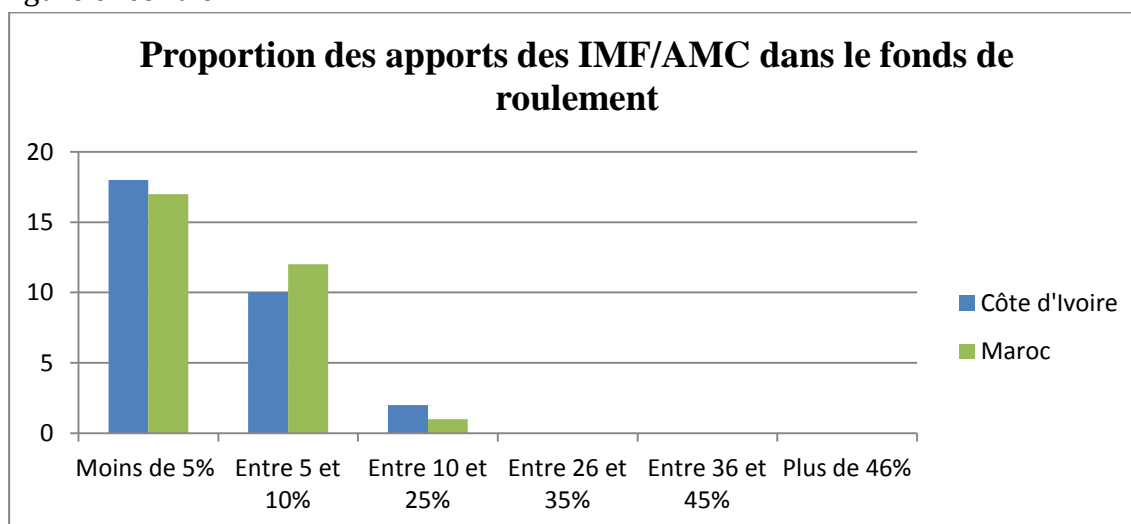
En outre, en s'interrogeant sur la distinction entre dons, subventions et fonds propres, les informations recueillies paraissent intéressantes à plus d'un égard.



Source : Elaboration personnelle via Excel

A ce niveau d'échelle, il nous est apparu intéressant d'attirer l'attention un tant soit peu surtout sur les apports en fonds propres qui semble à priori, élevés chez les entrepreneurs classiques par rapport aux entrepreneurs sociaux de notre échantillon (CISSE et GUEMMI, 2013). Et ce, en dépit du degré d'autonomie financière qui dans la forme normative, devrait être élevé chez ces derniers. Ainsi, nous comprenons pourquoi la quasi-totalité des entrepreneurs sociaux de notre population jugent leurs relations avec les associations de microcrédit de moins satisfaisantes. Et pour cause, l'importance de l'écart entre les sommes allouées et celles demandées. Cependant, les fonds propres

constituent les apports les plus importants dans la constitution du capital de nombre des entrepreneurs sociaux de cette modeste étude. A cet effet, les dons et subventions paraissent relégués au second plan. Pour preuve, la proportion de ces deux derniers éléments avoisine en moyenne les 5 à 10% des apports alors que celle des fonds propres se chiffre en moyenne entre 26 et 35%. Toutefois, les contributions des institutions de microfinance et/ou associations de microcrédit dans les fonds de roulement de nos entrepreneurs sociaux semblent limitées comme nous le montre la figure ci-contre :



Source : Elaboration personnelle via Excel

De prime abord, nous pouvons constater que la proportion de moins de 5% est celle qui correspond le mieux à la contribution des institutions de microfinance et/ou associations de microcrédit dans le fonds de roulement de la plupart des populations de ce papier et ce avec une estimation de 60% et 57% respectivement en Côte d'Ivoire et au Maroc. Cependant, 33% et 40% des populations respectivement en Côte et au Maroc attestent que ces contributions sont de l'ordre de 5 à 10% dans leurs fonds de roulement.

En sus, questionnés sur l'énumération des dysfonctionnements constatés dans l'exercice de leurs fonctions, nombre d'entre eux semblent mettre au premier plan l'insuffisance des sommes allouées. A titre illustratif, l'on dénote 43% et 37% respectivement en Côte d'Ivoire et au Maroc. Hormis ce premier élément, les autres dysfonctionnements retenus semblent avoir le même niveau de proportion.

Quant aux agents de crédit en outre, bien qu'ayant affirmé avoir déjà financé un entrepreneur social, 23% de ceux-ci semblent méconnaître l'entrepreneuriat social et ce, suivant le niveau d'étude. Toutefois, pour la proportion restante de notre échantillon qui semble mieux connaître ledit concept, le financement devrait être un aboutissement suite à un meilleur encadrement (formation et accompagnement) de ces entrepreneurs sociaux (CISSE et GUEMMI, 2013). Chose qui nous paraît logique (pour les entrepreneurs illettrés), sauf que l'approche est toute autre avec les autres microentrepreneurs (notamment classiques). Rappelons que chez ces derniers, pour

pourvoir bénéficier d'un encadrement (comprenez par là, formation et accompagnement) des institutions de microfinance et/ou associations de microcrédit, il faut à priori avoir noué une relation en l'occurrence le volet financier avec un quelconque organe de microcrédit. De ce fait, nous serions tentés de souligner un financement à géométrie variable le cas échéant.

CONCLUSION : PISTES DE RECHERCHE

Au regard de tout ce qui a été mentionné un peu plus haut, il ressort de cette modeste étude que la microfinance et l'entrepreneuriat social paraissent comme des réponses mirobolantes à certains besoins sociaux et environnementaux. Mieux, la première pourrait servir de fer de lance à la seconde de sorte à reconsidérer ces outils stratégiques. Il en est de même dans la création de valeur sociale en vue d'asseoir un développement local soutenu. Certes, tant d'efforts sont encore à faire au niveau des appuis financiers et techniques mais notons que dans un tel processus, la prouesse de l'entrepreneuriat social est tributaire d'un climat sain des affaires tant au niveau juridique, fiscal qu'environnemental. Ajoutons à cela la prise en compte des dimensions économiques, socioculturelles y compris dans les pays pilotes au programme HSBM dont les défis relèvent généralement du domaine structurel.

Le temps de l'Etat providence est obsolète en ce sens que c'est la transformation des idées en des projets congrus qui permettront aux entrepreneurs sociaux de se distinguer auprès de l'industrie de la microfinance voire même des autres pourvoyeurs de fonds. Pour faire simple, l'entrepreneuriat social voire le business social serait alors le sésame pour asseoir un dynamisme local au sens propre du terme. De ce fait, il serait donc opportun de pousser davantage l'idée de promouvoir le concept d'entrepreneuriat social en vue d'apporter une touche spécifique susceptible de changer la donne du financement des activités de ces entrepreneurs. Cela ne pourrait se faire que dans un cadre purement participatif si l'on veut faire de ce créneau, un véritable tremplin du tiers secteur.

Vu d'un autre angle, si les acteurs locaux de l'industrie de la microfinance trouvent judicieux de considérer ledit secteur comme essentiel dans le processus du développement territorial à travers les nouvelles réformes annoncées ; nous pensons alors que cela ne devrait se faire en faisant fi du créneau de l'entrepreneuriat social qui à priori, trouve matière dans l'ancrage local. Et ce, à travers des réponses innovantes que ni les secteurs public et privé ne parviennent à détecter. D'où la nécessité de mise en œuvre d'outils capable de leur assurer un meilleur épanouissement. Toutefois, cela serait une tentative vaine, nous ne cesserons jamais de le dire, sans une volonté manifeste du pouvoir public. Quoique les résultats de cette modeste étude ne prétendent pas couvrir toutes la réalité ivoirienne encore moins marocaine.

En somme, s'il s'avère que nombre de pays en développement s'inscrit dans le concert de l'amélioration de leur environnement des affaires, un appui ferme à la dynamique entrepreneuriale quant à lui, est probant dans l'absorption du chômage de la jeunesse. D'ailleurs, ne dit-on pas que c'est dans « la soutenabilité des entreprises et des emplois que réside le renforcement des indicateurs de croissance » ?

Références

- AVISE (2012) « L'innovation sociale : un levier pour le développement des territoires » juillet ;
- Baromètre (2012, 2013, 2014) de l'entrepreneuriat social;
- BOUTILLIER Sophie (2008) « L'entrepreneur social, un entrepreneur socialisé dans une société entrepreneuriale ? » Humanisme et Entreprise (n° 290), p. 41-60.
- BRASSEUR Martine (2010) : Entrepreneuriat et Insertion. Edition Bruyant ;
- Bureau GFA (2011) « Etude de marché : Conditions d'un partenariat financier avec la TPE », novembre ;
- CAUSSE-BROQUET Geneviève (2012) : La finance islamique. 2e édition, Revue Banque, (côte : 33-11-2-410/Fondation Al Saoud-casablanca) ;
- CISSE Abdoulaye et GUEMMI Najib (2013) « Financement de l'entrepreneuriat social : Quid de l'industrie de la microfinance au Maroc ? » workshop international sur "l'entrepreneuriat social dans les pays en développement: levier d'une croissance responsable" 27&28 septembre 2013 à Fès-Maroc ;
- Defourny J., « Introduction : From Third Sector to Social Enterprise » in Borzaga C. & Defourny J. (dir.), The Emergence of Social Enterprise, Londres et New York, Éd. Routledge, 2001, pp. 1-28.
- Defourny J. & Mertens S. (2008), « Fondements d'une approche européenne de l'entreprise sociale », Cahier de recherche, École de Gestion de l'Université de Liège.
- DEFOURNY Jacques and NYSENS Marthe (2012) « Social Cooperatives: When Social Enterprises meet the Cooperative Tradition » Venice, March 15-16;
- DGTCP (2012) « Diagnostic de l'inclusion financière en Côte d'Ivoire » ;
- DORSEY Thomas William (2012): Morocco: Request for an Arrangement Under the Precautionary and Liquidity. (Rapport du FMI N°12/239 d'Août);
- ELAMRANI Jamal et LEMTAOUI Morad (2013) « Financement de l'entrepreneuriat social au Maroc : Pratiques, contraintes et perspectives », V.1,n°2 Hiver, revue JBE ;
- GLEMAIN Pascal (2010) « L'économie des finances solidaires : de l'épargne solidaire au microcrédit social », Université de Rennes 2 ;
- MAURICE-DEMOURIUX Nicolas (2012) « L'initiative européenne en matière d'entrepreneuriat social » Collection Working paper, Mars ;
- NOWAK Maria (2010) : L'espoir économique de la microfinance à l'entrepreneuriat social : les ferments d'un monde nouveau. Edition, JC Lattès ;
- MANDENG NYOBE Jules Marcel (2009) : Economie et Entrepreneuriat social. Edition, l'Harmattan ;
- Vercamer Francis « L'Economie Sociale et Solidaire, entreprendre autrement pour la croissance et l'emploi » Rapport sur l'économie sociale et solidaire, Avril 2010.

ANNEXE : Etude empirique sur le financement des entrepreneurs sociaux

QUESTIONNAIRE RELATIF AUX ENTREPRENEURS

INFORMATIONS GENERALES

Vous êtes (Veuillez indiquer votre genre Monsieur ou Madame).....

En charge de (fonction)De l'organe (nom de la coopérative le cas échant).....

ETUDE DIAGNOSTIC

1- Quelle est la spécificité de vos activités ? (Cocher plusieurs cages si nécessaire)

- ☐ Service communautaire ☐ Assainissement de l'environnement ☐ Insertion sociale
☐ Autre (à préciser)

2- Avez-vous déjà bénéficié des offres d'une AMC/IMF ?

- ☐ Oui ☐ Non

3- Selon vous, dans quelle proportion peut-on situer les apports des AMC/IMF dans vos fonds de roulement ?

- ☐ Moins de 5 % ☐ Entre 5 et 10% ☐ Entre 10 et 25% ☐ Entre 26 et 35%
☐ Entre de 36 et 45% ☐ Plus de 46%

4- Selon vous, votre capital est composé de (veuillez mentionner dans la cage: D pour dons et subventions ; F pour fonds propres ; A pour autres apports)

- ☐ Moins de 5 % ☐ Entre 5 et 10% ☐ Entre 10 et 25% ☐ Entre 26 et 35%
☐ Entre de 36 et 45% ☐ Plus de 46%

5- Selon vous, les offres et services sont-ils en adéquation avec les besoins de votre entreprise ?

- ☐ Oui ☐ Non

6- Si non, à quel niveau alors constatez vous des dysfonctionnements dans l'exercice de vos fonctions? (Cocher plusieurs cages si nécessaire de 1 à 4)

- ☐ Insuffisance des sommes allouées
☐ Manquements dans l'accompagnement
☐ Le temps mis pour déboursier les fonds

- ☐ L'échéancier de paiement
- ☐ Autre (à préciser).....

7- Comment jugez-vous vos relations avec les AMC/IMF ?

☐ Plutôt satisfaisant

☐ Satisfaisant

☐ Très satisfaisant

☐ Moins satisfaisant